

L'éducation est un investissement ...



**Contre la destruction du Service Public
Contre la sélection sociale à l'école
Contre les milliers de suppressions de postes**

**Pour le Service Public d'Education
Pour la réussite de tous les jeunes
Pour d'autres choix budgétaires**

...pour l'avenir de tous !

Un an déjà depuis la dernière élection présidentielle ...

Et où en est-on ?

Le mécontentement est de plus en plus patent dans la population française.

Nicolas Sarkozy est au plus bas dans les sondages : 79 % des Français jugent que sa politique a échoué au cours de cette première année !

Les mouvements sociaux se multiplient ici et là pour un meilleur pouvoir d'achat.

Les lycéens manifestent depuis plus d'un mois contre les suppressions de postes dans l'EN.

Mais pour l'instant, le gouvernement reste droit dans ses bottes et amplifie même encore ses régressions sociales comme en témoigne son projet de loi relatif « *à la mobilité et aux parcours professionnel dans la fonction publique* ».

**LE 18
MAI
TOUS
A
PARIS
!!!!**

**Une seule solution : continuer et amplifier la mobilisation
durant tout le mois de mai !**

**MANIFESTATION
NATIONALE**

C'est pourquoi la FSU :

- soutient les mouvements lycéens et invite les collègues à s'y associer,

- est partie prenante de la **journée nationale d'action dans la fonction publique du 15 mai**,

- organise une **manifestation nationale pour l'éducation à Paris le 18 mai** et propose aux autres organisations syndicales de s'y joindre,

- participera aux **journées d'actions départementales du 24 mai**.



Et battre le pavé un dimanche après-midi à Paris, ça ne vous dirait pas ?

MANIFESTATION NATIONALE A PARIS LE 18 MAI Pour une autre rentrée et une autre politique éducative !

Pourquoi une manif nationale ?

... Parce que c'est un autre moyen que la grève pour montrer la mobilisation de la profession,

... Parce qu'une manifestation nationale, ça se voit !

... Parce qu'à chaque journée de grève, la demande est forte pour d'autres types d'actions et qu'on nous demande souvent quand est-ce qu'on se retrouvera tous ensemble pour afficher nos revendications.

... Parce que c'est une action qui ne vous coûtera rien qu'un peu de votre temps !

Et puis, au mois de mai, une balade dans les rues de Paris, ça peut être très sympa !

... Et enfin, une grande manif en mai 2008, ça sonne bien, non ?

Alors, le 18 mai à Paris, on compte sur vous !

Nos revendications sont celles partagées très majoritairement par la profession et la plupart des organisations syndicales :

Contre la vague sans précédent de suppressions de postes ,

Contre le recours massif aux heures sup,

Contre la destruction de nos statuts,

Pour une revalorisation de nos métiers,

Pour une politique éducative ambitieuse,

Pour un service public fort.

Alors, soyons nombreux à nous retrouver le 18 sur ces revendications : Il n'est plus temps de tergiverser !

Nous rappelons notre volonté d'unité syndicale et nous appelons les autres organisations syndicales à nous rejoindre afin que cette journée soit la plus réussie possible.

Appel "Le Service public est notre richesse"

Lancé par plus de 60 personnalités syndicales, associatives et chercheurs, la FSU vous appelle à signer et faire signer :

<http://service-public-notre-richeesse.fr/>

**Après le livre vert, un livre blanc va nous
faire
passer la ligne rouge !**

Le ministre de l'Education nationale devrait synthétiser les différents rapports (Attali-Pochard) pour mai.

Un récent sondage SNES-CSA (avril 2008) fait apparaître que, « *bivalence, augmentation du temps de présence obligatoire dans l'établissement, annualisation du temps de service, horaires et programmes définis en partie localement, renforcement du poids du chef d'établissement et du conseil pédagogique sont des points pour lesquels une majorité d'enseignants sont réservés ou ouvertement hostiles* » : autant de points au cœur du rapport Pochard ! Par ailleurs, « *extrêmement fragilisés, les enseignants ne semblent guère apercevoir dans ce rapport les solutions pour la revalorisation du métier d'enseignant* ». 93 % des enseignants interrogés pensent que notre profession est plutôt dévalorisée dans la société actuelle.

Par contre, on peut être sûr que le ministre perçoit bien l'intérêt de ce rapport pour « revaloriser » au mieux, c'est-à-dire de façon comptable, notre profession.

Le détail du sondage sur <http://www.snes.edu/snesactu/spip.php?article2988>

!!! Quand fonctionnaire rime avec précaire !!!

Avoir obtenu un concours et être titulaire d'un poste n'est plus une garantie de l'emploi.

Un projet de loi relatif « à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique » sera soumis au parlement au mois de juin 2008, pour faciliter la tâche du gouvernement dans sa réduction du nombre de fonctionnaires.

Quand les départs en retraite ne suffiront plus pour diminuer le nombre de postes, le gouvernement pourra utiliser l'article 7 de cette loi et mettre au chômage technique sans indemnité tout fonctionnaire touché par la restructuration du service public qui n'aurait pas retrouvé de nouvelle affectation. Ce fonctionnaire aura 2 ans pour suivre une formation professionnelle, période pendant laquelle il touchera son salaire de base. Puis il sera mis en disponibilité !!! A lui alors de retrouver un emploi dans le public ou dans le privé pour subvenir à ses besoins !!! Ce projet de loi est une véritable remise en cause de notre statut. D'autant que ce fonctionnaire peut être vous et si c'est le cas vous serez prévenu au dernier moment ! Ce type de restructuration ne pourrait pas se passer ainsi dans le privé. C'est scandaleux !!!

Halte à la casse de nos statuts et au démantèlement du service public !

Journée nationale de grève dans la fonction publique jeudi 15 mai

Où va l'Education Nationale ?

Mesures de carte scolaire

L'année prochaine, cela pourrait être vous !!

Pour preuve, quelques exemples concrets pour 4 collègues victimes de carte scolaire à la rentrée :

- 1 professeur de 45 ans avec 7 ans d'ancienneté dans l'établissement
- 1 professeur de 51 ans avec 8 ans d'ancienneté dans l'établissement
- 1 professeur de 57 ans avec 10 ans d'ancienneté dans l'établissement
- 1 professeur arrivé il y a 2 ans dans l'établissement à cause **d'une mesure de carte scolaire !!!!**

Plus personne n'est à l'abri et avec toutes les suppressions de poste à la rentrée et celles annoncées pour l'année prochaine, de nombreux collègues vont se retrouver « au mieux » TZR dans une zone « proche » de leur habitation ou « au pire », affectés « dans l'académie » !!!

Il est temps de vous sentir concernés !!!

Triste bilan pour la rentrée prochaine dans l'Yonne !

88 postes de personnels enseignants ou administratifs seront supprimés dans les collèges, lycées, L.P., CIO et à l'Inspection Académique à la rentrée prochaine dans l'Yonne

Tel est le désastreux bilan du vote par les députés de **la suppression de 8 800 postes dans l'Education Nationale.**

C'est ainsi **5% des postes** qui sont supprimés alors que les effectifs ne baisseront dans l'Yonne que de **2%**. Pour les professeurs, 42 postes en moins dans les collèges, 24 en lycée, 17 en lycée professionnel.

Sans compter le nombre de postes partagés qui explose !

Est-ce dans l'intérêt des élèves ???

Moins d'adultes dans les établissements, moins d'heures de cours, des effectifs plus chargés, des enseignants obligés de faire des heures supplémentaires, des regroupements aberrants d'élèves qui préparent des diplômes différents ...

Dans les collèges, les effectifs prévus par l'IA sont contestés. Voici la liste des collèges qui perdent 3 ou 4 postes. Il est à noter que les établissements ZEP sont durement touchés :

	évolution du nombre d'élèves	évolution du nombre de postes
AUXERRE Bienvenu Martin ZEP	-11	-4
AUXERRE Paul Bert ZEP	-15	-3
AVALLON Parc des Chaumes	-22	-3
JOIGNY Marie Noël	-16	-4
PARON André Malraux	-4	-2
SAINT FLORENTIN Marcel Aymé ZEP	-3	-2
SAINT GEORGES/BAULCHE Jean Bertin	-3	-2
SENS Champs Plaisants ZEP	-25	-4
SENS Mallarmé	-11	-3
TONNERRE Abel Minard ZEP	-35	-4

Le MEN affirme que l'orientation est l'affaire de tous.

Oui, mais jusqu'à quel point?

Il est indéniable que nous avons un rôle à tenir : celui de conseiller chaque élève pour la poursuite de ses études en fonction de ce que nous sommes à même d'évaluer, à savoir, ses compétences scolaires ; celui d'informer chaque élève sur les exigences requises par telle ou telle filière.

Mais, ces derniers temps, on a multiplié les textes visant à transférer aux enseignants la charge du conseil personnalisé.

Cela permettrait de transférer les CIO aux régions et de réduire de façon drastique les personnels ; actuellement, moins de un départ sur cinq est remplacé.

Cela permettrait une meilleure gestion des élèves en fonction de l'insertion professionnelle, et non pas en fonction de leurs propres intérêts personnels.

Alors, devons-nous accepter la pression de plus en plus forte des chefs d'établissement qui reviennent sur les décisions prises collectivement par les conseils de classe?

Devons-nous accepter que le redoublement ne soit plus un droit?

Devons-nous accepter que la réorientation ne soit plus qu'exceptionnelle et que les passerelles entre les différentes filières s'amenuisent? Exit le droit à l'erreur!

Devons-nous accepter de mener des entretiens systématiques avec chaque élève de troisième, de première et de terminale et de voir le rôle des Co-psy ramené au simple rang de VRP des métiers?

Enfin, devons-nous accepter que l'orientation soit pilotée par des débouchés locaux?

Accepterons-nous d'être les outils d'une gestion purement comptable de l'orientation?

FUSION D'ETABLISSEMENTS

Actuellement, le rectorat met en place des « restructurations d'établissements ».

Ainsi, trois collèges de Puisaye verront à la rentrée prochaine leur direction fusionnée : un seul chef d'établissement assisté par deux adjoints sur les deux autres collèges. L'argument principal est que cette fusion mettra fin aux difficultés de recrutement des personnels de direction puisque le principal sera mieux rémunéré. Enfin, si le ministère donne son accord pour que le nouveau poste change de catégorie, ce qui n'est toujours pas le cas...

Fusion administrative dans un premier temps, et ensuite ?

Or, de précédentes expériences (Le Creusot, Belfort) ont démontré que de telles restructurations ont abouti, malgré les engagements du recteur de l'époque, à des réductions des moyens d'enseignement et par conséquent à une dégradation des conditions de travail des personnels et des élèves.

Alors, peut-on imaginer que ces nouveaux projets n'aient pas des conséquences similaires ? Combien pèse l'éducation sur l'austère balance de la politique de Sarkozy ?

Dernière minute : Les collèges de St Sauveur seront en grève pour s'opposer à cette fusion le 29 avril.

Et sur cette liste n'apparaissent pas les collèges dont le nombre d'élèves augmente et qui perdent des postes ! Comme Villeneuve l'Archevêque, Albert Camus à Auxerre, Pont sur Yonne, Courson les Carrières.

Et ce n'est pas fini : le gouvernement envisage **dans les 4 ans à venir, 20 000 suppressions de postes par an** ! Soit environ **200 postes à nouveau supprimés dans notre département par an** !

Et le ministre Darcos qu'il faut raisonner en terme de qualité et pas de quantité ! On se moque de nous !

Les personnels poursuivent la lutte : par exemple, le collège de Tonnerre a été occupé deux nuits par les enseignants.

MANIFESTATION NATIONALE : PARIS 18 MAI

La FSU a décidé d'organiser une manifestation à Paris pour porter nos revendications.

L'Yonne s'y rendra en car ; les villes de ramassage prévues sont Auxerre, Tonnerre, Migennes, Joigny et Sens.

Il faut d'ores et déjà préparer cette mobilisation en vous inscrivant :

- auprès de votre secrétaire de S1,
- en renvoyant le bulletin d'inscription ci-dessous à
snes89@dijon.snes.edu ou au SNES-FSU 89, 185 Rue Campenon, 89700 TONNERRE



MANIFESTATION NATIONALE PARIS 18 MAI : INSCRIPTION

Nom _____, prénom : _____ ; Etablissement ; _____

adresse : _____ ; tél : _____

mel : _____

Départ de : _____ . (Auxerre, Tonnerre, Migennes, Joigny ou Sens).

Les horaires de départ :

Tonnerre, place de la gare, 9h

Auxerre, parking Géant Casino- station service : 10h

Migennes, mairie 10h

Joigny, arrière marché couvert : 10h15

Sens, place du Rex 11h

APPEL A SOUSCRIPTION

Un car pour Paris coûte cher (Environ 750 euros pour la journée) !

La section départementale n'a pas les moyens de financer seule cette journée.

Aussi, un petit effort financier serait le bienvenu de votre part.

Adressez vos *dons* à la section SNES-FSU 89, 185 Rue Campenon, 89700 TONNERRE

Pour une autre rentrée

et une autre politique éducative

Soyons nombreux à manifester à Paris

dimanche 18 mai

Manifestation Nationale à Paris